

LES RELATIONS RUSSO-JAPONAISES :
LA RUSSIE ET L'ASIE DU NORD-EST,
UN JEU A QUATRE ?

Mémoire de géopolitique du CEN LEVEQUE Yves,
dans le cadre du séminaire
« La Russie et son environnement géopolitique ».

Directrice : Isabelle Facon

Chargée de recherche à la Fondation
pour la Recherche Stratégique.

Avril 2003

FICHE DE PRESENTATION.

1. Mémoire « La Russie et l'Asie de nord-est, un jeu à quatre ? ».
2. Chef d'escadron LEVEQUE Yves, France.
3. 6 avril 2003.
4. Division B.
5. Mémoire de géopolitique dans le cadre de l'étude « la politique asiatique de la Russie ».
6. Après un effacement suite à la chute du bloc soviétique, la Russie tente de retrouver ses marques dans la zone orientale de l'Asie où trois autres acteurs déjà en place, le Japon, la Chine, et les Etats-Unis, ne sont pas tous enclins à voir un quatrième acteur revenir interférer. Mais la Russie en a-t-elle seulement les moyens ?
7. Mots-clefs : Russie, Asie, Chine, Japon, Etats-Unis, Kouriles, énergie.

Table des matières

INTRODUCTION

1. Des intérêts politiques différents
 - 1.1. Une Russie peu présente
 - 1.2. La Chine futur leader régional
 - 1.3. Un Japon inquiet

2. L'économie comme dénominateur commun
 - 2.1. Priorité à la réussite économique
 - 2.2. De grosses réserves énergétiques en Russie
 - 2.3. « Concurrence » Chine-Japon

3. La présence américaine
 - 3.1. Moscou dans l'attente d'un geste
 - 3.2. La Chine « concurrente » des Etats-Unis
 - 3.3. Le Japon sous le parapluie de l'Oncle Sam

CONCLUSION

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

Introduction

Implantée en Asie du nord-est notamment militairement grâce à sa flotte basée à Vladivostok, l'URSS était un acteur présent dans la région du Pacifique, par la mer d'Okhotsk. Suite à sa disparition, un trou est resté présent, mais n'a toujours pas été comblé. Or les autres voisins, Chine et Japon, ont eux d'autres intérêts dans la région, et face à cette Russie absente, la Chine semble s'imposer comme futur grand leader régional, à la non moins grande inquiétude du Japon. Cependant, ces trois états ont tous un dénominateur commun qui se trouve être l'économie. Ils doivent tous développer cette dernière pour retrouver une puissance (Russie et Japon) ou accroître le potentiel existant (Chine). Cela passe notamment par l'exploitation de vastes ressources énergétiques basées en Sibérie, nécessitant l'extraction, le transport et le raffinement si besoin de ces ressources fossiles. Si la Russie a surtout besoin d'investissements car elle possède ces réserves, ses deux autres voisins sont deux concurrents qui doivent se partager le même gâteau. Un quatrième acteur, distant géographiquement mais non politiquement est tout naturellement le pays de l'Oncle Sam, qui est toujours intéressé au premier chef par ce qui se passe dans le Pacifique. Moscou attend après ces dernières années d'ouverture vers l'Ouest et sa bonne volonté, un retour de la part de Washington. Or, il semblerait que ce retour n'existe pas et commence à réorienter Moscou vers un jeu avec la Chine et les pays d'Asie. Pékin, bien qu'ayant choisi la voie économique pour émerger, n'en est pas moins par son idéal communiste un concurrent direct, alors que le Japon est animé de divers sentiments, rester sous le parapluie américain ou rechercher plus d'indépendance politique ?

1. Des intérêts politiques différents.

Effectivement depuis 1991, la Russie semble être devenue un fantôme dans la région après avoir maintenu une flotte de première importance dans le port militaire de Vladivostok, seul port métropolitain lui permettant un accès direct au Pacifique, et avoir au moins été présent sur le plan militaire pendant toute la guerre froide.

1.1 Une Russie peu présente.

Suite à cet abandon et suite à une longue suite de déboires (conflit avec la République Populaire de Chine, impasse avec le Japon, manque d'alliés régionaux), Mikhaïl Gorbatchev est le premier à prendre conscience que des changements fondamentaux sont nécessaires. Il commence par réduire le niveau conflictuel de ses relations avec la République Populaire de Chine (voyage à Pékin en 1989) en normalisant ces relations. Il met quasiment¹ fin aux conflits frontaliers et ce après trente ans d'hostilité. La Russie commence alors à envisager ses relations sous un autre angle que purement militaire. Elle se désengage du Vietnam (base maritime de Camrank Bay), et de Mongolie. En 1989 elle se désengage d'Afghanistan. Elle réduit petit à petit son volume de forces déployées en Extrême-orient. Au delà de l'espace frontalier, elle cherche à se lier aux instances économiques existantes (ASEAN), à la Corée du sud, à l'Australie. Cette politique se heurte cependant à un échec majeur qui est celui des îles Kouriles². Son successeur, Boris Eltsine, s'efforcera de faire sauter ce verrou

¹ Il existe toujours un litige frontalier sur quelques petites îles se trouvant sur le fleuve Amour, mais la zone géographique est minime au vu de l'étendue de la frontière, environ 2%, d'après le ministre des affaires étrangères russe Aleksandr Losiukov.

² Les îles objet du contentieux actuel sont les îles sud de Kunashir, Iturup, Shikotan et Habomai. Elles se situent au Nord du Japon, et sont appelées « Territoires du Nord » par les Japonais.

diplomatique en promettant un règlement du contentieux avant l'an 2000. Or ceci ne se réalisa pas, malgré de nombreuses rencontres et les bonnes relations qui existaient entre les chefs des deux gouvernements. Poutine repris l'offre de Kroutchev de 1956 (retour de deux des quatre îles au Japon, dans le cadre d'un traité de paix, mais excluant les deux autres îles). Une levée de bouclier éclata immédiatement au Japon, et on aboutit de nouveau à une impasse³. Mais après le 11 septembre 2001, et l'alignement de la Russie sur la « guerre au terrorisme » menée par les Etats-Unis, le Japon du à nouveau se rapprocher du Kremlin pour ne pas se retrouver trop isolé sur la scène internationale. Force est de constater que le résultat n'a pas été obtenu et que malgré des signes de rapprochement évidents entre les deux pays, ce contentieux issu de la deuxième guerre mondiale freine toujours toute avancée diplomatique ou économique (techniquement il n'existe pas de traité de paix entre la Russie et le Japon suite à la deuxième guerre mondiale).⁴

De plus, les récents évènements conduisant le principal responsable japonais de la politique étrangère envers la Russie à démissionner, ont eu un effet dévastateur sur les relations des deux pays au sujet des îles Kouriles⁵.

On pourrait lister les intérêts partagés russes et japonais comme suit :

-les deux Etats ont de bonnes relations avec les E.U. mais aimeraient réduire leur dépendance vis-à-vis des Américains,

-les deux Etats sont inquiets de la puissance grandissante de la Chine, et aimeraient la circonscrire via une intégration régionale,

³ Johnson's Russia List, 4 avril 2002, 12, Russia and its neighbors,

⁴ 3. Voir J.P. Ferguson, Nordkpolitik : Japan's New Russia Policy dans Journal of Public and International Affairs 1998.

⁵ Des accusations de corruption pèsent sur Muneo Suzuki, ce qui a paralysé Tokyo vis-à-vis du processus, cité dans The Jamestown Foundation, volume 8, issue 89, 7 mai 2002.

-les deux pays espèrent qu'une coopération économique, spécialement dans le secteur de l'énergie, se montrera mutuellement avantageuse.

Les politiciens et diplomates russes considèrent toujours leur politique asiatique comme le moyen de renforcer leurs liens avec Beijing et New Delhi (les deux clients les plus importants en moyens militaires). Tokyo est traditionnellement en troisième place. Si un accord de paix était signé entre les deux pays cela améliorerait les relations, et pourrait conduire à la signature de nouveaux accords commerciaux. Mais un des principaux obstacles reste l'opposition nationaliste interne russe.⁶

Parallèlement à cette ouverture vers le Japon, la Russie s'est réorientée vers son grand voisin démographique qu'est la Chine. Le partenariat avec la Chine est défini depuis 1996 comme « stratégique ». Ce processus commença en 1992 par la visite de Boris Eltsine à Pékin et se prolongea jusqu'à la signature, le 16 juillet 2001, d'un traité de bon voisinage⁷.

Celui-ci visait notamment à augmenter la coopération militaire, à produire un effort commun en vue d'établir un équilibre stratégique (multipolarité) et une augmentation de la coopération dans divers domaines⁸. Il constitue indéniablement un succès de la diplomatie russe. Consistant en 25 articles, « il ne serait pas exagéré de dire que chaque partie du traité est d'importance majeure »⁹, dit un ministre des affaires étrangères russe. Les

partagent des convergences de vues sur différents points ;

- le rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies (pour faire un pendant à l'unilatéralisme américain),

- l'élargissement vers l'Est de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (qui est perçue comme un expansionnisme américain),

- l'hostilité au projet américain de défense anti-missile (bien que la Chine y soit encore plus fermement opposée que la Russie car plus vulnérable, du fait de ses ogives moins nombreuses¹⁰).

Cependant, il faut noter que ces deux pays ont des divergences de vue concernant principalement deux points;

- leurs relations avec les Etats-Unis (Moscou préfère la coopération et s'en accommode sur certains sujets, Pékin bien qu'ayant souvent opté pour un profil bas et misé sur le développement économique, est en opposition sur certains sujets difficiles (comme l'indépendance et la protection de Taiwan par exemple),

- l'apparition d'un nouvel acteur dans la zone d'Asie du nord-est (Moscou souhaite y revenir en équilibrant la puissance des différents Etats et en s'appuyant sur l'Inde et le Japon, alors que Pékin ne veut absolument pas voir de nouveau pôle émergent).

De plus, les dirigeants russes sont inquiets à cause de l'écart démographique croissant, notamment dans la région de Sibérie orientale (estimation de 121 millions de Russes en 2050, estimation de 1,6 milliard

reste fragile. Un autre signe d'inquiétude de la part du Kremlin repose sur le fait que la Chine pourrait rattraper son retard en capacités nucléaire et balistique aux environs de 2010, bousculant ainsi les équilibres et gommant le dernier grand avantage que possède Moscou sur Pékin¹². Effectivement, la Chine s'est engagée depuis une décennie sur la voie du développement économique et manifeste son ambition de devenir le futur leader régional.

1.2 La Chine futur leader régional.

Après 1990, Pékin participe de plus en plus aux activités de la communauté internationale, et surtout après la crise financière de 1997. Durant cette dernière, sa monnaie a réussi à tenir le choc, et la Chine en est sortie avec un gage de stabilité. Pékin participe à renforcer la coopération en Asie. Elle vise aussi à l'amélioration de ses relations bilatérales avec ses voisins, dans un seul but, faire contrepoids aux Etats-Unis d'Amérique.

Ses intérêts ont donc été de régler les conflits frontaliers avec la Russie et le Vietnam, d'afficher sa volonté de souveraineté en mer de Chine méridionale, d'afficher régulièrement sa volonté d'intégration de Taiwan, et de réagir face aux problèmes de séparatisme et de terrorisme en Asie centrale et au Tibet.¹³

qu'elle possédait avec Moscou. Pékin se méfie cependant de l'instabilité interne russe, qui bloque les projets à long terme.

Bien que Pékin veuille bâtir une compréhension mutuelle avec le Japon, les relations avec son voisin insulaire restent placées sous le signe de la méfiance (le souvenir de l'occupation des années 30 et de la guerre restent vivaces au sein de la population). Le traitement correct de l'histoire est une condition sine qua non pour l'établissement de relations saines entre ces deux pays (or un livre japonais amoindrissant les exactions japonaises durant la deuxième guerre mondiale, et paru au Japon, a irrité les dirigeants chinois). Le Japon aide cependant la Chine via des prêts à taux avantageux (plan de coopération économique chinois en octobre 2001) et une aide financière conséquente¹⁴. Le Japon reste le plus grand partenaire économique pour la Chine !

Le Japon, qui voit depuis une dizaine d'années son voisin continental émerger, cherche de nouvelles ouvertures pour pallier à son inquiétude.

1.3 Un Japon inquiet.

Effectivement la Chine est de plus en plus entreprenante sur les plans économiques et politiques dans la zone d'intérêt du Japon, alors que la Russie s'est désengagée depuis la même période et a disparu en tant que grand acteur régional.

coopération dans le domaine de la défense avec son voisin russe¹⁵, a reconnu les îles Sakhalines comme étant russes (1997), et a accepté de décaler le remboursement de prêts se chiffrant à 1,5 milliard de dollars américains¹⁶. Rien qu'en 2000, les dirigeants russes et japonais se sont rencontrés quatre fois au sein de sommets internationaux ou visites (Saint-Petersbourg, Tokyo, sommet du G8 et réunion de l'APEC à Brunei). Il faut dire que Tokyo a été pris par surprise par le réveil chinois, et que maintenant la peur de devenir un acteur de second ordre est réelle, comme en témoignent les faits suivants ;

- non participation au groupe de discussion sur l'avenir de la Corée (ainsi que la Russie) qui regroupe, les deux Corée, la Chine et les Etats-Unis,
- absence de siège permanent à l'ONU,
- surprises vis-à-vis des tirs de missiles à partir de la Corée du nord (1998 et 2002).

Ainsi le Japon est forcé à réagir s'il ne veut pas se voir exclu des discussions au sommet et s'il veut être l'égal de la Chine dans la région. Cependant les relations avec la Chine font parties des plus importantes relations bilatérales pour le Japon, et le développement de cette relation est essentiel pour la paix dans la région. Pour encourager la Chine à

d'une coopération pour la paix et le développement, signée en 1998 lors de la visite du président Jiang Zemin au Japon. Suite à cet accord, des initiatives ont été réalisées parmi lesquelles des échanges d'intellectuels au sein de « think-tanks », un accord sur la pêche, la récupération d'armes chimiques laissées par le Japon lors de la deuxième guerre mondiale. Les relations économiques entre les deux pays sont globalement bonnes. Le commerce , après un creux suite à la crise de 1998, atteignit un record de 9200 milliards de yen en 2000. Le Japon est devenu le premier partenaire économique de la Chine, alors que la Chine est le deuxième partenaire économique pour le Japon¹⁷.

La puissance économique reste cependant toujours le ressort le plus puissant pour les trois pays.

2. L'économie comme dénominateur commun.

Quand on regarde chacun des trois pays, on s'aperçoit que chacun d'eux doit améliorer sa situation économique pour prétendre exercer un rôle plus important dans la région.

2.1.Priorité à la réussite économique.

suffisante pour garantir le soutien !¹⁸ Ceci montre combien la Russie doit réorienter sa politique économique avant de pouvoir à nouveau penser exercer une influence dans la région. Elle est cependant confrontée à de nombreux problèmes de fonctionnement interne, et certains traits spécifiques à la région aggravent la situation ;

- les pensions sont parfois impayées (fermeture de trains en représailles par les mineurs),

- nombreux problèmes de relogement des militaires sans emploi dans la région,

- sentiment d'oubli des russes d'Extrême-orient (baisses des salaires, coupures sporadiques d'électricité, hausse de la criminalité, hausse des cas de tuberculose),

- critiques de l'accord sur les frontières sino-russes,

- récession de l'économie de la région.

Deux solutions s'offrent aux dirigeants russes pour désenclaver la région et résoudre ces problèmes. La première est la mise en avant du transsibérien et sa capacité à transporter le fret sur de longues distances¹⁹. La deuxième est la mise en valeur des ressources énergétiques de Sibérie. Il est à noter que des projets ont vu le jour sur les îles Sakhaline.

Les accords avec la Chine sont aussi fructueux, en 2000 le volume

croissance annuel moyen de 10%, performance réalisée depuis 20 ans ! En 1995 , la Chine était ainsi le premier pays pour les investissements directs à l'étranger en Asie. En 1996 elle rejoignait le groupe de Shanghai.

Mais bien qu'achetant énormément de matériel militaire à la Russie, cette dernière a décidé de réduire le nombre et surtout le type de matériel vendu pour ne pas voir ces ventes permettre à la Chine de combler le trou technologique qui existe encore entre les deux armées. La Chine devra cependant importer de plus en plus d'énergie, et la proche Sibérie semble être un futur champ d'exploitation. Mais malgré ces promesses, la masse d'échanges entre la Russie et la Chine ne représente que 10% du commerce entre la Chine et les Etats-Unis, il faut donc relativiser l'importance que la Chine donne à son ouverture au commerce vers la Russie.

En récession depuis quelques années (au point que certains experts japonais ont peur de voir le G8 devenir le G7 plus le Japon), le Japon doit à tout prix relancer son économie pour faire face au défi Chinois. Il y reste le plus grand partenaire commercial, mais ses investissements ont baissé (432 milliards de dollars américains en 1995 contre seulement 84 milliards en 1999). Il soutient aussi la candidature de la Chine pour son accession à l'OMC. Le Japon évite donc l'affrontement et recherche plutôt une entraide. Ce même état d'esprit anime ses relations avec la Russie, où il participe à aider aux réformes en envoyant des spécialistes, en y envoyant

Le pétrole en Russie participe à ce jour à 45% des recettes à l'exportation, c'est dire son importance pour Moscou. Il a été le moteur du redressement après la crise de 1998, et les grandes firmes que sont Gazprom, Lukoil et Yukos ont réussi à stabiliser leur production malgré le manque d'investissement. Cependant le premier acheteur de cette manne reste l'Allemagne, démontrant au passage que la Russie est toujours orientée vers l'Occident pour ses débouchés. Les Nations-Unies s'inquiètent aussi que la Russie repose de plus en plus sur les exportations de pétrole, elles demandent que cette dépendance soit réduite, avec comme but d'atteindre une économie à haute valeur ajoutée²¹. Il existe certaines prévisions concernant la délivrance de pétrole et de gaz à la Chine et au Japon. Les entreprises russes cherchent des investisseurs japonais²². Le seul projet qui fonctionne actuellement est celui de Sakaline-2, financé en partie par les groupes Mitsui et Mitsubishi (d'autres projets offshore sont en cours de construction et devraient bientôt produire)²³. Mais il faut dire que les investissements nécessaires à la réalisation de ces projets ont de quoi effrayer les investisseurs les plus courageux. De plus, le président Poutine croit fermement à la diplomatie de l'énergie, qui lui permet de faire pression une fois que d'autres pays sont devenus dépendants de l'énergie russe.

Pour avoir accès à ces richesses, qui sont les clés de leur avenir, la Chine et le Japon se retrouvent donc en quelque sorte concurrents.

La Chine a passé un accord de construction de gazoduc avec la Russie, passant par la frontière septentrionale et allant jusqu'à la péninsule de coréenne. Cet accord prévoit la construction pour 2005 d'un pipeline entre les deux pays, pour une capacité de 25 à 30 millions de barils annuels²⁴. En Asie centrale, elle a investi 9,5 milliards de dollars américains au Kazakhstan, pour la construction d'un pipeline long de 3000 kilomètres. Enfin cette injection d'argent (via parfois des consortiums japonais), va de pair avec la politique russe de stabilisation de l'Asie centrale. En effet cette zone sera de la première importance pour Pékin pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne, et il est très important que les vues des deux pays se rejoignent sur cette région. On comprend mieux aussi l'agacement chinois devant la présence « temporaire » de troupes américaines dans certains pays voisins de l'Afghanistan.

Cette politique s'oppose, au contraire, au besoin de diversification en énergie du Japon, et notamment au besoin de diversification de ses approvisionnements. En effet, 80% du pétrole consommé au Japon vient du Moyen-Orient. Il faut se souvenir que l'invasion de la Chine dans les années trente correspondait déjà à un besoin d'accès aux matières premières (charbon). Dans le même ordre d'idée, Tokyo a investi en Russie au début des années 90, notamment en Sibérie, mais les retours sur investissements se font attendre, et les entreprises japonaises sont beaucoup

manque d'infrastructures , ce qui nécessite des investissements très lourds, or la corruption et le taux de criminalité élevé dans certaines régions freinent les industriels étrangers. De plus, malgré ces efforts de commerce avec la Russie, celle-ci n'est toujours pas un partenaire de premier plan pour les échanges commerciaux²⁵.

Parallèlement à cette opposition, le Japon doit aussi d'une certaine manière aider la Chine à trouver des approvisionnements, sinon la concurrence énergétique sera trop forte et deviendra source de tensions, ce que veut éviter à tout prix le Japon. Ainsi l'énergie enfouie dans les sols sibériens sert deux objectifs; diplomatique et économique.

Cela ressemble donc à un jeu à trois, or il existe un acteur de toute première importance qui est un « voisin » car il possède un intérêt majeur dans le Pacifique et qu'il possède des bases au Japon et en Corée. C'est bien sûr les Etats-Unis.

3. La présence américaine.

3.1. Moscou dans l'attente d'un geste.

Le président Poutine a depuis son arrivée au pouvoir multiplié les gestes de compréhension vis-à-vis des américains, et à éviter de s'opposer

2001, divergences de vues sur le traitement de l'affaire irakienne, présence supposée temporaire de troupes américaines en Asie centrale, tous ces dossiers sont autant de pierres d'achoppement.

La Russie essaye de vendre de la technologie nucléaire à l'Iran, mais les Etats-Unis les en empêchent toujours, malgré une demande insistante. Si le sentiment d'opposition aux Etats-Unis devait se poursuivre, la Russie pourrait à nouveau tenter de se rapprocher de la Chine, pour favoriser un monde multipolaire.

3.2. La Chine « concurrente » des Etats-Unis.

La Chine ne perçoit pas la présence américaine comme un facteur de paix²⁶. Elle se sent encerclée par les forces prépositionnées américaines. Il existe de plus de nombreux points de discorde et notamment :

- le problème de Taiwan et de sa protection (avions, bouclier anti-missiles),
- les nombreuses remarques sur la non observation des droits de l'homme,
- l'opposition chinoise au système national de défense anti-missiles,
- l'achat par la Chine de matériel russe, critiqué par Washington,
- la suspicion de ventes d'armes aux états voyous.

Ce qui n'est pas le cas pour le Japon, tout au moins actuellement, car il reste abrité sous la protection américaine.

3.3. Le Japon sous le parapluie de l'Oncle Sam.

Si les relations entre les deux pays se poursuivent leur réchauffement, les Etats-Unis pourraient à terme réduire leur dispositif de forces. Les points de vue sont partagés au Japon, oscillant entre les pro, les anti et les modérés à la présence américaine. Mais le Japon a peur du potentiel chinois croissant, de même que celui de la Corée du nord. De plus il dépend des Etats-Unis pour la protection de ses routes d'approvisionnement, c'est en partie pour cela que le Japon a payé 25% de la facture lors de la première guerre du Golfe en 1991. Il ne rechigne donc pas à payer les forces américaines stationnées sur son sol (aucun autre pays ne le fait dans cette proportion). Il participe aussi aux recherches sur la défense anti-missiles. Il essaye cependant de gagner en autonomie en attribuant à ses forces d'auto-protection (self defence forces) des missions logistiques en dehors de sa zone territoriale (soutien logistique dans l'océan Indien pendant la crise d'Afghanistan).

longtemps un acteur de second plan. La Chine quant à elle à tout intérêt à empêcher un retour russe, et travaille à un retrait des forces américaines, pour devenir le seul leader régional. Le jeu à quatre se poursuivrait alors à trois, voire à deux.

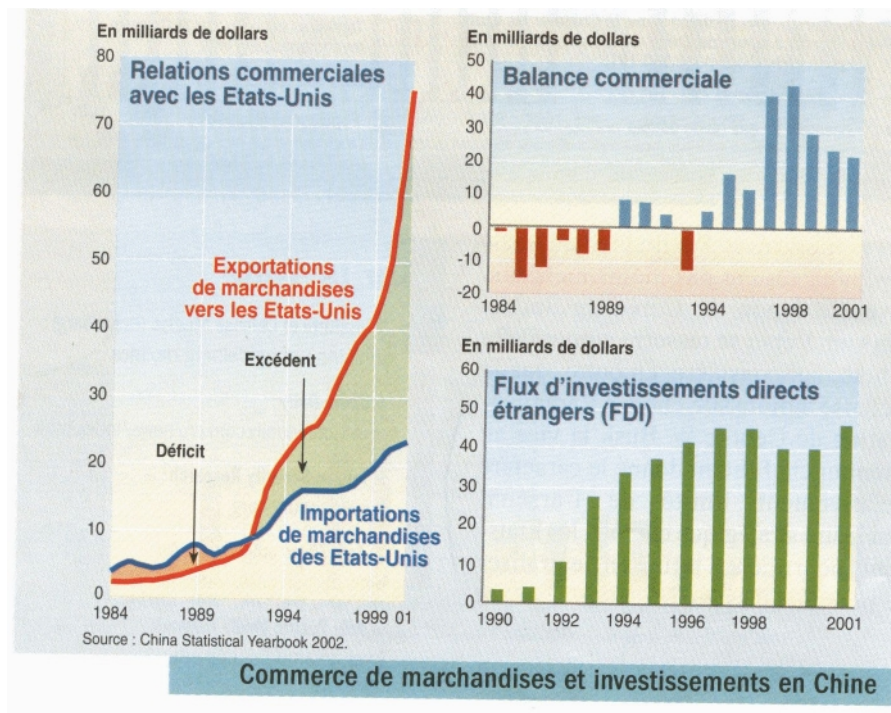
ANNEXES

Les cartes suivantes sont extraites de « l'Atlas du Monde diplomatique » de janvier 2003 (éditions : La découverte).

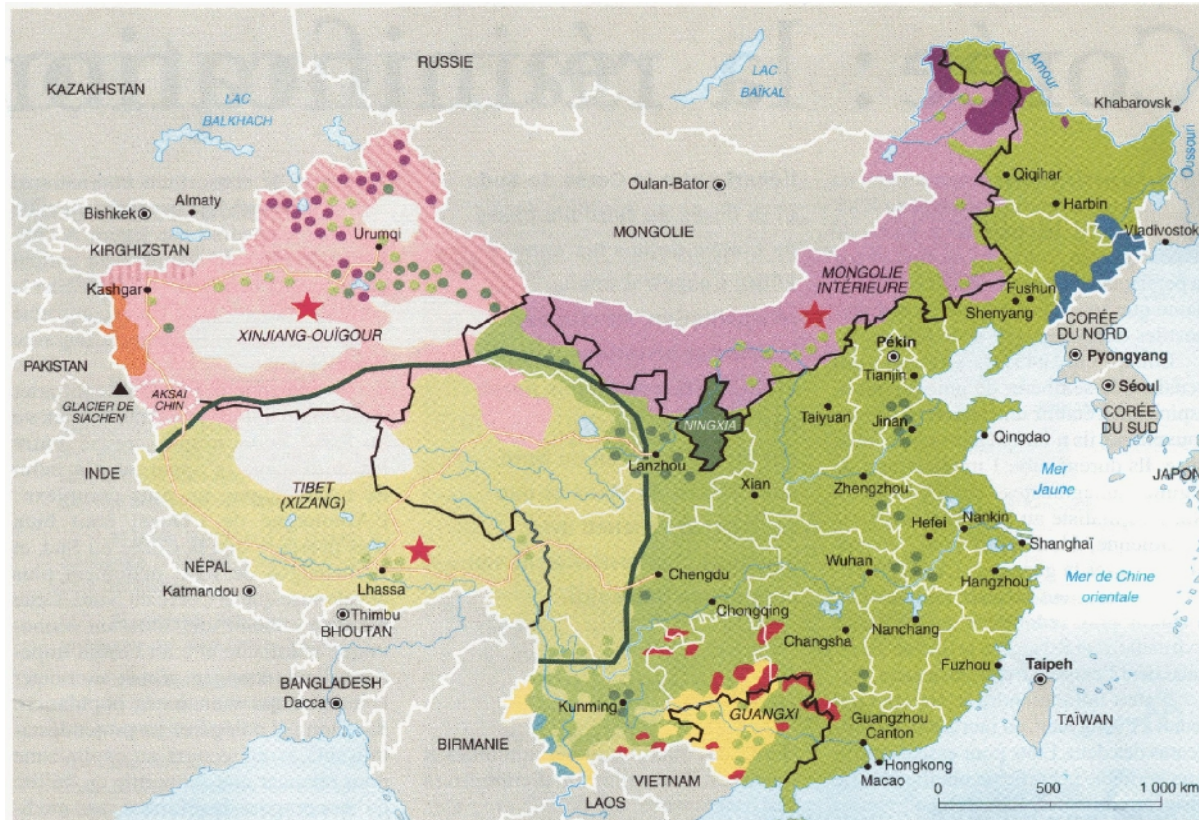
Sources : Atlas de la République populaire de Chine ; *The Military Balance 2002-2003*, The International Institute for Strategic Studies (IISS), Oxford University Press ; Virginie Raison et Jean-Christophe Victor, Laboratoire d'études politiques et cartographiques (Lepac), Paris.

1. Au 1er janvier 2002. Selon le Haut commissariat pour les réfugiés (UNHCR)
2. Aucune estimation crédible du nombre de réfugiés n'est disponible.





Relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, et un fort volume d'IDE.



FAMILLES ETHNO-LINGUISTIQUES

Sino-tibétaine	Austro-asiatique	Altaïque
Han (Chinois)	Môn et khmers	Mongols
Hui (Chinois musulmans)	Coréen	Toungouzes
Tibétains	Coréens	Ouïgours
Kadaï (dont Thai et Zhuang)	Indo-européen	Kazakhs
Miao-yao	Tadjiks	Kirghizes

TENSIONS INTERNES

- Luites indépendantistes
- Limites des régions autonomes
- Route stratégique construite par la Chine entre 1952 et 1957
- Limite du Tibet historique annexé par la Chine en 1951

Trafic portuaire mondial en 2000

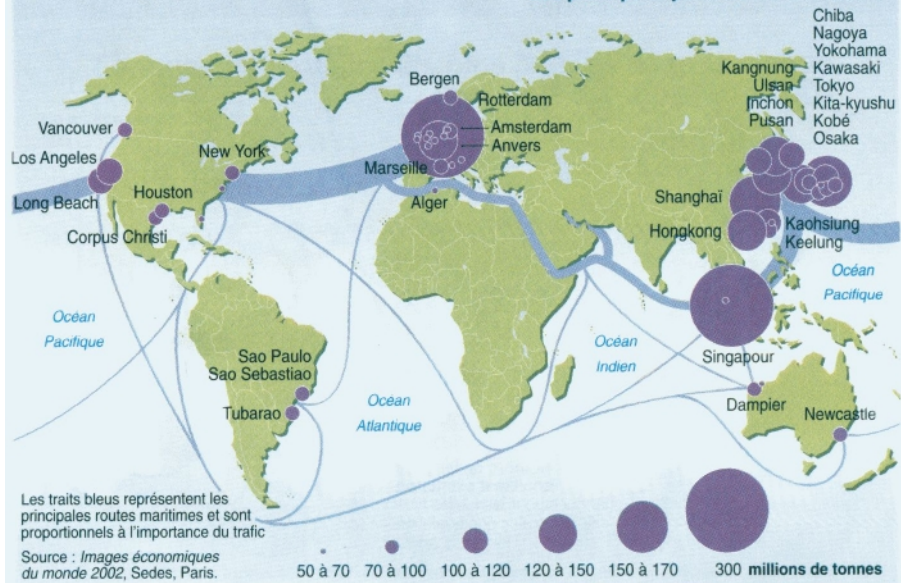
En millions d'EVP (conteneur équivalent 20 pieds)
20 pieds = 6,06 mètres ou 30 m³

Les 20 premiers ports conteneurs mondiaux



Sources : Containerisation International, mars 2000 ; Port Development International, avril 2000.

Les principaux ports de marchandises



Les traits bleus représentent les principales routes maritimes et sont proportionnels à l'importance du trafic

Source : Images économiques du monde 2002, Sedes, Paris.

50 à 70 70 à 100 100 à 120 120 à 150 150 à 170 300 millions de tonnes



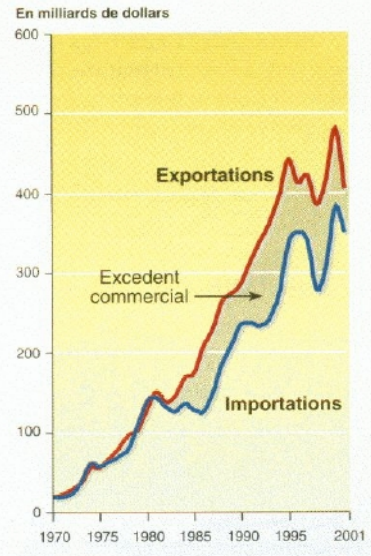
Les champs d'énergie fossile en Russie et leur transport, noter les gazoducs en projet, au nord de la Chine et dans l'île de Sakhaline.



Les projets de liaisons : Russie, Chine, Japon (intérêt du Transsibérien pour

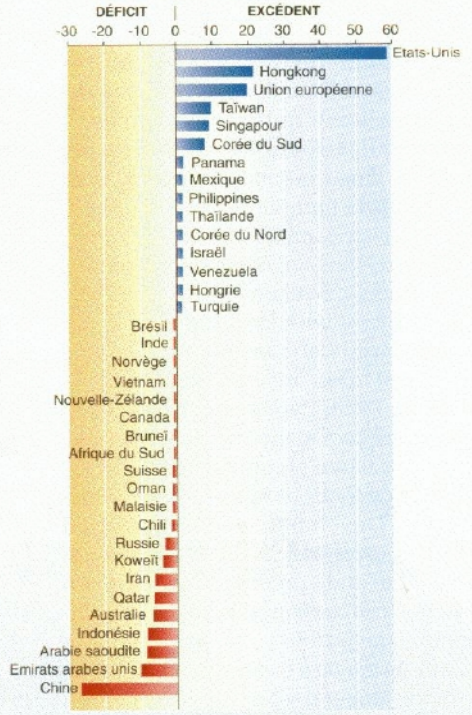


Echanges commerciaux du Japon en 2001, (en milliards de dollars)

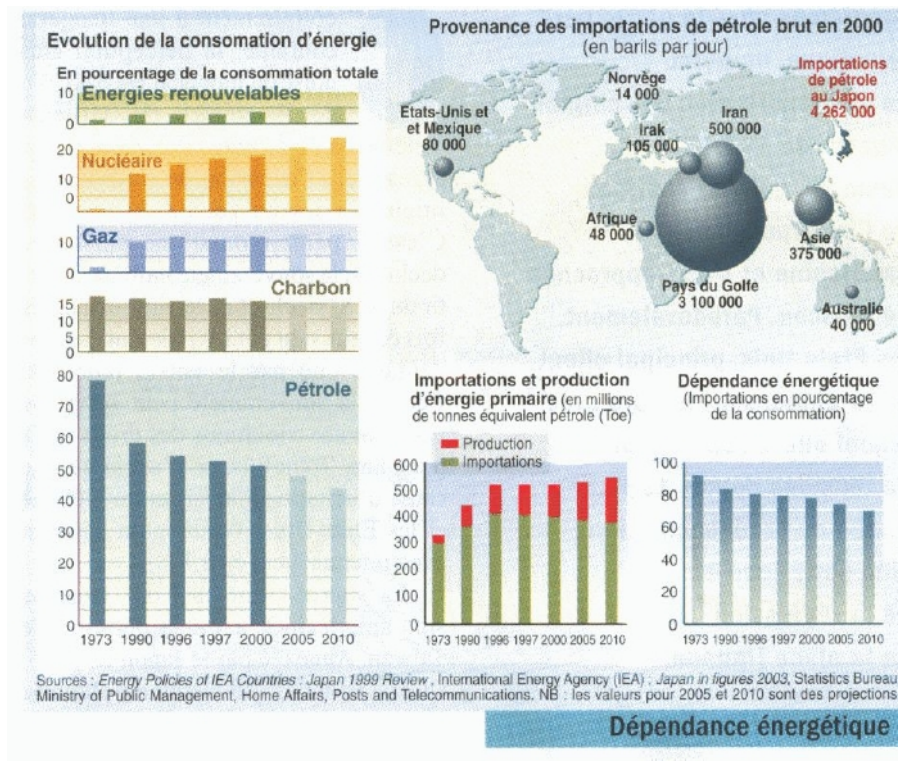


Sources : Japan External Trade Organization (JETRO) ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

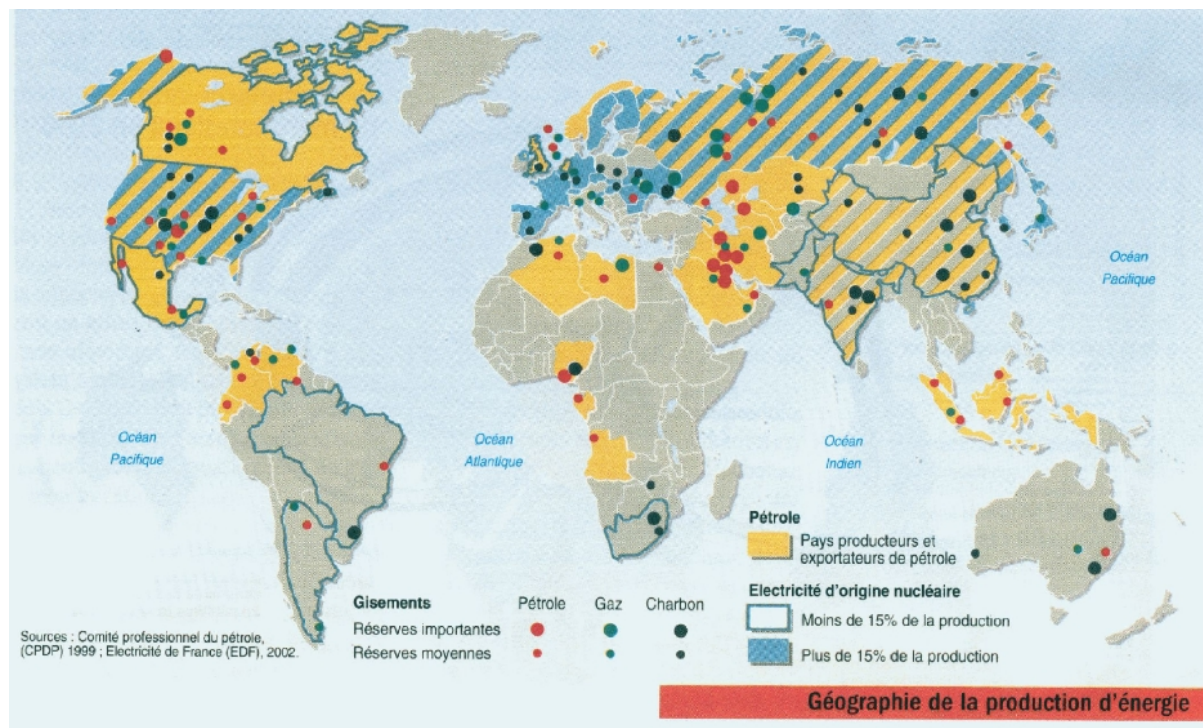
Balance commerciale du Japon (en milliards de dollars)



Les partenaires commerciaux



Dépendance énergétique du Japon : un net besoin de diversification.



Richesses en énergies fossiles.

Bibliographie.

Ouvrages

BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, Paris, Hachette littératures, 2000.

BOYER Yves et FACON Isabelle, La politique de sécurité de la Russie, Paris, Ellipses, 2000.

CORDONNIER Isabelle et TERTRAIS Bruno, L'Asie nucléaire, Paris, IFRI, 2001.

NIQUET Valérie, « La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois », Les cahiers de MARS, N° 173, 2^{ème} trimestre 2002.

POSTEL-VINAY Karoline, Le Japon et la nouvelle Asie, Paris, Presses de sciences po, 1997.

L'Atlas du Monde diplomatique, Hors série, La Découverte, janvier 2003.

CHUFRIN Gennady, « Russia and Asia-Pacific Security », SIPRI, 1999.

FERGUSON Joseph P., « Journal of Public and International Affairs », Chapter 2, Japan's New Russia Policy, 1998.

LOSIUKOV Aleksandr, « Big Treaty, Big Prospects », International Affairs, volume 47, number 5, 2001, p.16-22.

Diplomatic Bluebook 2001, Chapter 1,